

**La chronique des thèses soutenues
au sein de la Faculté Jean Monnet
- Droit, économie, gestion -**



**LA PROVOCATION EN DROIT
PENAL,
1 vol., 624 pages.**

*Auteur : **Sophie Martin-Valente**
Dir. de thèse : **J. Francillon**
Soutenue en mai 2002*

□ La provocation, qui consiste dans le fait d'inciter autrui à commettre une infraction, n'est pas en soi une notion spécifiquement juridique. Le droit pénal, fondé sur le libre arbitre, s'oppose en effet à ce que la moindre sollicitation engage la responsabilité pénale de son auteur. De même, toute exhortation à commettre une infraction n'est pas génératrice d'impunité pour le délinquant. La provocation n'acquiert un caractère juridique qu'en raison de son rôle causal dans la perpétration de l'infraction. Facteur déclenchant, elle fait basculer la raison de celui qui, frôlant les limites de la légalité, ne les aurait jamais spontanément franchies. Il en est ainsi que la provocation soit envisagée en tant que telle (l'action de provoquer) ou qu'elle le soit par rapport au résultat de cette action (le fait d'être provoqué).

La provocation, cas de complicité ou délit autonome, implique toujours un même type de comportement. L'analyse de l'acte par lequel se manifeste le provocateur permet ainsi de tracer les frontières de la provocation punissable. Compte tenu du danger qu'il exprime, ce comportement mérite d'être sanctionné indépendamment des conséquences qu'il engendre ; encore doit-il avoir pour but de déterminer un passage à l'acte. La répression ne sera donc possible que lorsque sera établie l'existence d'un lien de causalité entre un acte générateur de provocation, matérialisé par des procédés de pression, et le résultat auquel cet acte tend sans équivoque, résultat dont la provocation est la condition

nécessaire ou à tout le moins prévisible.

La causalité apparaît ainsi comme le centre de gravité autour duquel doit s'organiser l'étude de la provocation, que celle-ci soit appréhendée dans ses éléments constitutifs ou qu'elle le soit en tant que moyen de défense.

**FONCTION D'ÉDUCATION,
AUTORITÉ PARENTALE DU DROIT
CIVIL FRANÇAIS ET PUISSANCE
PARENTALE DU DROIT CANONIQUE,
1 vol., 406 pages.**

*Auteur : **Claire Castellan**
Dir. de thèse : **NC**
Soutenue en mai 2002*

□ Le champ de cette étude s'étend du contenu au fondement, en passant par l'exercice de ce que les civilistes français appellent « l'autorité parentale », et de ce que les canonistes appellent « la puissance parentale ». Laissez le droit civil et le droit canonique s'entretenir à ce sujet, et rapidement apparaît une notion centrale, celle de l'éducation.

L'éducation est-elle simplement un attribut de l'autorité parentale ou bien en constitue-t-elle le fondement ? Voilà la question à laquelle nous invite le dialogue entre civilistes et canonistes. En partant de l'hypothèse que le besoin d'éduquer l'enfant fonde tout pouvoir parental. Ainsi, l'éducation serait naturellement une fonction première pour les parents. L'autorité ou la puissance parentale ne sont que des instruments qui devraient être ordonnés au service de cette fonction.

**ILLUSIONS ET REALITES DE
L'IDEOLOGIE HUMANITAIRE :
LES ONG « SANS FRONTIERES »
SONT-ELLES DEVENUES
DES ACTEURS DE PAIX ?
[1970-2001]**

2 vol., 1058 pages.

*Auteur : Nathalie Herlemont-
Zoritchak*

Dir. de thèse : C. Bontems

Soutenue en juin 2002

□ En 1999, la remise du prix Nobel de la paix à Médecins Sans Frontières opère un rapprochement symbolique entre l'action humanitaire et la poursuite de la paix. Cet événement distingue l'association fondatrice du mouvement « sans frontières », paradigme de l'ONG « humanitaire » et par extension de « l'humanitaire » en général, et résonne comme un écho aux pratiques qui, depuis le début des années quatre-vingt dix surtout, amalgament entreprise généreuse et dynamique politique. La fin de l'ordre bipolaire a en effet favorisé l'émergence du concept de « nouvel ordre humanitaire international », amenant les Etats à privilégier la réponse humanitaire dans le traitement des crises politiques : désormais l'humanitaire, décliné en divers concepts et formes constitutifs de l'idéologie humanitaire (droit d'ingérence humanitaire, opérations militaro-humanitaires...), apparaît comme un outil de gestion des crises, de construction de la paix.

Dans cette perspective, le symbolisme de la décoration attribuée à Médecins Sans Frontières suscite un questionnement : l'action humanitaire peut-elle être un outil de gestion des crises, et dans quelle mesure les ONG « sans frontières » œuvrent-elles en faveur de la paix ?

L'analyse des modèles conceptuels et opérationnels des ONG « sans frontières », du début du mouvement à 2001, permet de conclure que ces organisations ne sont pas des acteurs directs des dynamiques de paix, ces dernières ne pouvant par ailleurs se fonder sur la seule action humanitaire. Si la diversification progressive des programmes menés par les ONG

« sans frontières » permet certes d'établir, pour la période récente, une contribution indirecte aux processus de paix, les objectifs qui sous-tendent l'action demeurent éloignés du champ de la construction ou de la préservation de la paix. En définitive, les ONG « sans frontières », à travers des activités multiformes, ne formulent pas de suggestions pour un monde en paix, mais pour des sociétés plus équitables.

**LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE
AU GABON,
2 vol., 543 pages.**

*Auteur : Huguette Sylvianne
Wora*

Dir. de thèse : F. Hamon

Soutenue en juillet 2002

□ La Cour constitutionnelle gabonaise est l'organe clé du système de justice constitutionnelle instauré depuis le retour de la démocratie au début des années quatre-vingt-dix. Ses attributions la placent à l'un des meilleurs rangs en comparaison avec les autres Cours constitutionnelles d'Afrique francophone.

La combinaison de deux formes de contrôle, a priori et a posteriori, contribuent à la sauvegarde de la norme suprême qu'est la Constitution. Cette sauvegarde est d'autant mieux assurée que les titulaires du droit de saisine peuvent avoir des intérêts différents.

Cependant, les saisines ont été jusqu'à présent trop rares pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle. Cette rareté s'explique au moins en partie par le fait que, dans l'ensemble, les Gabonais connaissent mal leurs droits. L'amélioration du fonctionnement de la justice constitutionnelle dépend donc du développement de l'instruction civique et de la culture juridique.

H.F.